



Pour Claude Marx, c'est «clair et évident» : «[La] solution doit porter sur la création d'un État palestinien et sur la reconnaissance d'Israël par tous les pays arabes dans des frontières sûres et reconnues.»

«Nous avons tous nos extrémistes»

Claude Marx est le président du Consistoire israélite de Luxembourg (CIL), mais il s'exprime, ici, en son nom personnel. Il plaide pour la création d'un État palestinien.

«Donner aux Palestiniens un pays où ils vivraient en paix contribuerait à éradiquer les frustrations et les peurs», estime Claude Marx, qui observe aussi que l'antisémitisme «se cache depuis longtemps derrière le masque de l'antisionisme».

Entretien avec notre journaliste Geneviève Montaigne

Que pensez-vous des propos du ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, qui parle d'un génocide commis par les Israéliens dans la bande de Gaza?

Claude Marx : Je pense que les propos de Monsieur Asselborn n'ont peut-être pas la modération qui doit être celle d'un ministre des Affaires étrangères qui parle en connaissance de cause de la situation au Proche-Orient. Il est incontestable que la population gazaouie a subi d'effroyables bombardements et la responsabilité du Hamas y a largement contribué. Beaucoup de femmes et d'enfants ont été tués dans ces bombardements, mais si le Hamas ne les avait pas pris comme boucliers humains la situation n'aurait pas été celle qu'elle est. Je pense qu'avant de faire une critique aussi unilatérale, il est peut-être bon de connaître tous les tenants avant de juger les aboutissants.

De nombreuses manifestations ont dénoncé les attaques israéliennes, certaines se sont déroulées dans le calme, mais pas toutes. Que pensez-vous de l'interdiction de manifester imposée par François Hollande?

Je ne pense pas que cette décision ait été particulièrement heureuse. La preuve c'est que les manifestations qui ont été autorisées n'ont pas dégénéré comme à Sarcelles [région parisienne, le dimanche 20 juillet] et je pense que, dans la mesure où elles ne portaient pas préjudice à l'ordre public, elles auraient dû être autorisées. La liberté de manifester est un droit fondamental, en France comme ailleurs. Cette interdiction a été instrumentalisée par certains pour créer des incidents en invoquant la victimisation. Je pense qu'il y a aujourd'hui en France ou en Belgique une atmosphère extrêmement délétère et que beaucoup ont tenté d'importer le conflit.

Craignez-vous qu'un nouvel antisémitisme se cache derrière un antisionisme de façade?

Pour nous, il est clair que l'antisémitisme se cache depuis longtemps derrière le masque de l'antisionisme. Il n'y a qu'à voir les alliances objectives qui se sont créées récemment, en particulier depuis les manifestations en faveur du mariage pour tous, et dont les buts sont à l'origine opposés, et mêmes conflictuels. Nous avons vu l'extrême gauche et l'extrême droite communier dans une même haine. Il est clair aujourd'hui qu'un nombre important de musulmans qui ont été heurtés par ces notions de mariage pour tous adhèrent au parti d'Alain Soral, Égalité et Réconciliation. Et nous

avons encore tous ces mouvements qui n'ont pas leur place dans la grille politique et qui se disent pro-palestiniens alors qu'ils sont surtout anti-israéliens. Et toujours sous le masque de l'antisionisme, ils regrettent de ne pas pouvoir crier "mort aux juifs".

Quel regard portez-vous sur une association comme le Comité pour une paix juste au Proche-Orient?

D'une part, la dénomination "paix juste" me heurte dans la mesure où elle n'a jamais rien dit en faveur d'une paix à laquelle serait associé Israël et, d'autre part, je pense fondamentalement, en analysant ses projets et ses objectifs, qu'elle n'a jamais rien fait pour les Palestiniens, mais qu'elle a toujours été une association anti-israélienne. Elle invoque un certain nombre de réalités inhérentes aux conditions de vie assez difficiles des Palestiniens, mais ces mouvements invoquent toujours des réalités pour gonfler le problème et accuser Israël de tous les maux. Il n'y a jamais aucune reconnaissance de ce qui se fait de bien en Israël. Il est évident qu'Israël prête souvent le flanc à la critique, mais c'est quand-même un pays où vivent 8 millions de personnes dont 2 millions d'Arabes. On l'oublie souvent, mais il y a 2 millions d'Arabes qui ont la nationalité israélienne et seuls deux autres pays, la Syrie et la Jordanie, accordent une semi-citoyenneté aux Palestiniens qui, par exemple, n'ont pas accès à toutes les élections.

La communauté internationale qualifie d'occupation les territoires de Cisjordanie sur lesquels sont implantées les colonies juives. Avez-vous la même vision?

Je vais vous donner mon opinion personnelle, car la communauté juive est plurielle et je ne veux pas m'exprimer ici au nom du Consistoire ou de la communauté. La vision que j'en ai est qu'il s'agit évidemment d'une occupation et si elle doit cesser c'est dans le cadre d'une négociation générale qui portera sur toutes les questions qui se posent au Moyen-Orient. La solution ne peut passer que par une négociation. Et cette solution doit porter sur la création d'un État palestinien, pour moi c'est clair et évident, et sur la reconnaissance d'Israël par tous les pays arabes dans des frontières sûres et reconnues. Ces deux conditions remplies entraîneraient l'arrêt de la colonisation et la cessation du blocus, cessation indispensable à une vie normale pour ces gens qui étouffent dans Gaza. Il faut faire découler de ces négociations une libre circulation pour tous, aussi bien pour les Israéliens qui sont interdits de séjour dans la majorité des pays arabes que pour les Palestiniens.

Quels sont, selon vous, les obstacles qui se dressent devant une telle négociation?

Ce qui peut représenter un obstacle important à mes yeux, c'est en premier lieu l'intransigeance de certaines forces en présence, le fait que les gouvernements de certains États ont des composantes terroristes, qu'un certain nombre de pays entre-



Photos : François aussem

Claude Marx : «Si nous sommes discrets, c'est parce que nous ne voulons pas créer la polémique au sein même de notre communauté, qui rassemble des opinions diverses et variées, ou à l'extérieur.»

tiennent volontairement cet abcès du conflit dans le cadre d'une confrontation sunnite chiite; c'est la situation dans tout le Moyen-Orient qui découle, d'une part, du conflit syrien et, d'autre part, de multiples autres conflits entre divers acteurs dont l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) extrêmement violent, qui est en train de changer la donne. Ces islamistes qui attaquent aujourd'hui le Liban, le Kurdistan irakien et qui chassent les minorités religieuses non musulmanes d'Irak sont redoutables. Je suis inquiet pour la suite des événements.

La création d'un État palestinien apaiserait-elle les tensions actuelles?

Cela pourrait grandement y participer. Donner aux Palestiniens un pays où ils vivraient en paix contribuerait à éradiquer les frustrations et les peurs. Ce qui est inquiétant, c'est que nous avons tous nos extrémistes. Les Palestiniens ont les leurs, Israël a les siens. Chaque fois qu'une négociation était susceptible d'aboutir, il y a eu des attentats qui ont remis en question tout ce qui avait été fait. C'est ce que nous redoutons toujours.

En Israël, les manifestations pour la paix se multiplient aussi...

Oui, il y a des deux côtés des gens qui militent depuis longtemps en faveur de la paix. Quelquefois les solutions qu'ils préconisent sont utopiques et irréalistes, mais, incontestablement, leur vision est la bonne. Je déclare, toujours en mon nom, que des négociations doivent aboutir à la création d'un État palestinien et à la reconnaissance d'Israël.

Êtes-vous souvent interrogé sur le conflit actuel par les gens que vous côtoyez?

J'ai écrit récemment à une per-

Je pense qu'il y a aujourd'hui en France ou en Belgique une atmosphère extrêmement délétère et que beaucoup ont tenté d'importer le conflit

sonne qui nous a envoyé un courrier exigeant que le Consistoire prenne position sur le conflit. Je lui ai répondu que la méthode aussi méprisante qu'obscure qui consiste à désigner à la vindicte populaire un groupe minoritaire en lui enjoignant de prendre position dans un quelconque conflit afin de le marginaliser, de le mettre en difficulté ou le détruire, a été développée de manière assez efficace par un certain

Monsieur Goebbels en 1935. On veut nous marginaliser en nous demandant de prendre position et on s'adresse à nous indifféremment juifs, Israéliens, Israélites. C'est l'amalgame, le même panier.

Nous sommes d'abord des citoyens luxembourgeois, de religion juive. Nous agissons et nous pensons en tant que citoyens luxembourgeois. Il est vrai que parmi nous, toutes les opinions s'expri-

ment de quelque part sous la pression de l'antisémitisme, il faut qu'ils aient un pays où se réfugier.

Contrairement à d'autres pays, la communauté juive du Luxembourg est plutôt discrète. Pourquoi? Est-ce une tradition?

Les gens qui s'expriment en France, par exemple, le font par la

et variées, ou à l'extérieur. Nous sommes tout à fait conscients qu'une polémique contribuerait à l'importation du conflit. Et ça nous le refusons.

Ce silence vous vaut-il des reproches?

Nous recevons des lettres incendiaires, très désagréables, nous impliquant. Des gens veulent absolument que le Consistoire s'exprime sur le conflit. Ce n'est pas notre rôle. S'il arrivait un attentat contre la communauté juive au Luxembourg nous réagirions aussitôt, bien entendu. Mais nous ne prenons pas position sur la politique internationale. Évidemment, quand quelqu'un m'écrit en exigeant que je prenne position, je réponds à son courrier. Est-ce que les mêmes personnes écrivent à la Shoura [l'Assemblée de la communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg] pour lui demander de prendre position sur ce qui se passe en Irak ou en Syrie? Je ne pense pas.

La communauté juive est donc toujours stigmatisée...

Toute cette pression médiatique pèse sur nous car certains font l'amalgame.

Nous nous considérons tout de même comme privilégiés. Nous n'avons rien à craindre en sortant dans la rue, nous sommes des citoyens libres dans un pays démocratique.



Repères

1934. Claude Marx naît à Nancy.

1940. En pleine débâcle, il atterrit avec sa famille dans un village du Berry, Buzaçais.

1943. Les rafles. «Aux gens qui m'ont sauvé en me cachant dans un grenier est attribuée la médaille des Justes», confie-t-il.

1967. Une opportunité le parachute à Luxembourg.

1989. Après avoir perdu sa première épouse en 1976, Claude Marx perd l'une de ses 3 filles en 1989. «Pas une blessure, une amputation», dira-t-il.

2013. Il préside le Consistoire israélite de Luxembourg à partir du 16 décembre, à la suite de François Moysse.